

# 1.

## Le peuple sans politique ou l'histoire d'une négation (XVIII<sup>e</sup> siècle-vers 1960)

### LE PEUPLE SOUS L'ANCIEN RÉGIME : UNE MASSE SANS POIDS POLITIQUE VÉRITABLE

L'histoire de la Révolution française, au lendemain du raz de marée éditorial provoqué par la célébration de son Bicentenaire, continue de reposer sur une affirmation que tout le monde tient pour une évidence : cette révolution ne saurait être que bourgeoise.

L'ébranlement profond du royaume le plus puissant d'Europe, peuplé de plus de vingt-sept millions d'habitants, n'aurait été dû, nous affirment les historiens, quels que soient leur appartenance d'école et leurs présupposés idéologiques, qu'aux agissements d'une minorité de cette population, tout au plus 10 %, constituant ce qu'on appelle habituellement la bourgeoisie, à laquelle s'ajoute le mince contingent des nobles libéraux. On peut donc esquisser une évaluation numérique : la population urbanisée de la France d'Ancien Régime, soit celle concentrée dans les agglomérations de plus de cinq mille habitants, ne constitue que 15 % de la population du royaume, encore faut-il considérer qu'une bonne moitié de cette population est composée de quasi-paysans et, dans les villes les plus importantes, d'une plèbe urbaine de mendiants et de journaliers peu qualifiés, de sorte que la proportion de bourgeois effectifs ne doit guère dépasser les 6 ou 7 %, le reste étant constitué de la classe intermédiaire de l'artisanat et du petit commerce. Mais il faut leur ajouter la poignée de bourgeois immergés dans le monde rural, ce qui nous ramène aux 10 % initialement avancés.

Si une telle affirmation continue d'être largement partagée, c'est qu'elle s'identifie à l'apparent bon sens du juge d'instruction – « c'est celui à qui le crime profite qui en est généralement l'ins-

tigateur!» —, mais c'est surtout parce qu'elle a été intellectuellement justifiée chez les historiens par un enchaînement complexe d'*a priori* idéologiques, de convictions militantes et de précautions épistémologiques qui, en un peu plus d'un siècle, ont fini par la transformer en certitude. Donc, un peu moins de 10% de la population de la France, soit environ deux millions et demi d'individus, auraient imposé leur volonté aux vingt-quatre millions restant, dans un contexte qui, du moins de 1789 à 1792, était loin d'être celui de nos États totalitaires contemporains, c'est-à-dire que l'appareil d'État ne disposait pas des moyens lui assurant une mise en condition efficace et permanente des populations. La vaste rumeur mobilisatrice de la Grande Peur aboutissant à armer des millions de paysans dont la pression active provoqua l'écroulement des privilèges, l'exaspération victorieuse de la sans-culotterie parisienne entraînant la prise des Tuileries et donc l'arrestation et le procès du roi, puis l'humiliation permanente de la Convention, enfin le Tribunal révolutionnaire et la Terreur n'y ont rien changé: en dernière analyse tout cela avait renforcé l'hégémonie de la bourgeoisie, seule capable de tirer les marrons du feu.

Tout comme l'historien Pierre Goubert avait cru bon, il y a une quarantaine d'années, de rappeler l'existence, à côté de Louis XIV, de vingt millions de Français, de même il semblerait équitable, pour ne pas dire évident, de restituer la part prise par plus de vingt-cinq millions de Français, massivement des paysans, dans le bouleversement révolutionnaire. Car si le peuple, surtout celui de Paris, avait été installé sur le devant de la scène révolutionnaire par Michelet, il en fut chassé par la coalition paradoxale de Taine et de Marx, éviction consolidée depuis par des scrupules méthodologiques et des frilosités interdisciplinaires dont nous ne sommes pas encore libérés.

C'est d'abord que le XIX<sup>e</sup> siècle est resté prisonnier, par-delà la crise révolutionnaire qui n'a fait que les confirmer, des préjugés des élites d'Ancien Régime, des hantises que suscitaient les pauvres et le peuple en général, dont on craignait la violence soudaine et brutale, surtout en période de crise frumentaire.

DES LUMIÈRES AUX HISTORIENS LIBÉRAUX  
DU PREMIER XIX<sup>e</sup> SIÈCLE : UN PEUPLE LÉGER, GÉNÉREUX ET BRUTAL

Dans son *Dictionnaire universel*, en 1690, Furetière donne une vision fondamentalement négative du peuple, appelé ainsi « par opposition à ceux qui sont nobles, riches et éclairés »<sup>2</sup>. Ce vaste ensemble se diviserait en strates superposées et le menu peuple qui en constitue la couche inférieure serait particulièrement « malin et séditieux », ce qui ne l'empêcherait pas d'être profondément superstitieux et ignorant, et de surcroît instable, car il aime la nouveauté pour la nouveauté et répugne aux longs raisonnements de la connaissance véritable. Particulièrement crédule, il agit surtout par caprice. La « populace » des villes fait peur, surtout celle de Paris, Rouen ou Lyon, où l'on craint « les malintentionnés que l'on savait fort nombreux et qui ne cherchaient qu'une occasion pour exciter une émotion populaire »<sup>3</sup>. Le peuple des campagnes est moins inquiétant car sa capacité de mobilisation immédiate est plus restreinte et ses effectifs plus dilués dans l'étendue du plat pays. Le peuple des artisans et du petit commerce aurait appris à lire davantage au fil des décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais sans pouvoir changer profondément la forme de ses agissements. Les pauvres surtout, accaparés par la quête quotidienne de leur subsistance, n'ont pas même le temps d'acquérir les rudiments qui leur permettraient d'échapper à l'ignorance crasse qui contribue à les maintenir dans leur condition. Ce dont Voltaire se félicite – et il n'est pas le seul ! – craignant que trop d'instruction détourne le peuple de toutes les professions viles ou trop pénibles dont la société pourtant ne peut se passer. De fait les pauvres ne peuvent pas accéder à la plénitude de l'humanité et ne peuvent donc prétendre participer à cet épanouissement qu'est la vie politique ; c'est ce que les Lumières admettent explicitement.

---

2. Cité par Benoît GARNOT, *Le Peuple au siècle des Lumières*, Paris, Imago, 1990, pp. 79-80.

3. Françoise WEILL, « La notion de peuple et ses synonymes de 1715 à 1755, dans les textes non littéraires », in *Images du Peuple au XVIII<sup>e</sup> siècle. Actes du Colloque d'Aix-en-Provence, 25-26 octobre 1969*, Paris, Armand Colin, 1973, pp. 30-31.